

**MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**



REVUE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE

1

Présenté par

Prof. AKA Bédia François

Directeur de la Conjoncture et de la Prévision Economiques

Plan de la présentation

- Contexte
- Historique
- Evolution économique récente
- Perspectives
- Conclusion



Contexte

- Après plusieurs années d'instabilité sociopolitique, qui a pris fin avec la résolution de la crise postélectorale, la Côte d'Ivoire a renoué avec la stabilisation du cadre macroéconomique. Pour y parvenir, le Gouvernement a réalisé des progrès substantiels dans la normalisation sociopolitique, la poursuite des réformes structurelles et la mise en œuvre énergique de la stratégie de développement soutenue par un haut niveau d'investissements public et privé.
- La mise en œuvre de ces politiques a permis d'atteindre des taux de croissance de 10,7% en 2012, 9,2% en 2013 et 9% en 2014. En 2015, le taux de croissance ressortirait à 10%.
- Cette stratégie volontariste du Gouvernement, adossée au Plan National de Développement (PND) 2012-2015, devrait se poursuivre sur la période 2016-2019 en vue de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

Historique

1960-1980: « MIRACLE ECONOMIQUE »

- Basé sur l'agriculture et l'import substitution ;
- Taux de croissance de 8% en moyenne ;
- Rôle prépondérant de l'Etat.

1980-1993: CRISE ECONOMIQUE (Chute des cours des matières premières)

- Programmes d'ajustement structurel ;
- Désengagement de l'Etat du secteur productif ;
- Taux de croissance de 1% en moyenne.

Historique

1994-1999: AMORCE DE REDRESSEMENT (dévaluation)

- Relèvement du taux de croissance (5,4% en moyenne);
- Rétablissement des équilibres macroéconomiques.

2000-2011: CRISES POLITIQUES ET MILITAIRES

- Dégradation des infrastructures socio-économiques ;
- Chute du taux de croissance du PIB (0,6% en moyenne) ;
- Investissement public faible (moyenne de 2,8% du PIB);
- Aggravation de la pauvreté (de 38,4% en 2002 à 48,9% en 2008).

Evolution économique récente

Après la crise, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes vigoureuses d'assainissement du cadre macroéconomique et relance de la croissance économique :

Reformes de normalisation socio-politique

- Instauration d'un Cadre Permanent de Dialogue politique (CDP) ;
- Mise en place de la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) ;
- Mise en place de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (ADDR) ;
- Reforme du système de sécurité avec la création du Conseil National de Sécurité (CNS);
- Création de la Commission Nationale d'Enquête (CNE);
- Mise en place du Programme National de Cohésion Sociale (PNCS);
- Mise en place de la nouvelle Commission Electorale Indépendante (CEI).

Evolution économique récente

Reformes de transparence dans la gestion publique

- Création de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance et de la Cour spéciale de prévention et de lutte contre la corruption ;
- Vote d'une loi organique sur le code de transparence des Finances Publiques ;
- Publication des Communications en Conseils des Ministres portant sur l'exécution du budget, les flux financiers du secteur café-cacao, les flux physiques et financiers du secteur énergie et les marchés publics ;
- Création de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRP) ;
- Création du Comité National de la Dette Publique (CNDP);
- Adoption d'une Stratégie de Maîtrise de la Masse Salariale.

Evolution économique récente ...

Reformes de l'environnement des affaires

- Mise en place du Guichet Unique de Formalités d'Entreprises (GUFÉ) ;
- Création du Guichet Unique du Commerce Extérieur ;
- Création des Tribunaux de Commerce ;
- Mise en place d'un cadre institutionnel et juridique régissant les Partenariats Public-Privés (PPP) ;
- Réduction des coûts fiscaux et frais de justice liés à la création d'entreprises ;
- Adoption d'une loi sur la concurrence, d'un nouveau code des investissements et de plusieurs codes sectoriels (minier, pétrolier, électricité ...)

Ces mesures ont permis à la Côte d'Ivoire d'améliorer son classement dans le rapport Doing Business de la Banque Mondiale et de figurer parmi les 10 meilleurs pays réformateurs au monde.

Evolution économique récente

Les efforts consentis par le Gouvernement ont permis une forte relance de la croissance économique qui s'est établie à deux chiffres (10,7%) en 2012, après une contraction de 4,4% en 2011.

Cette dynamique de la croissance a été confirmée en 2013 (9,2%) et s'est poursuivie en 2014 avec un taux de 9% dans un contexte de renforcement de la sécurité et de la réconciliation nationale.

L'inflation quant à elle, devrait ressortir à 0,5% en 2014 contre 2,6% en 2013 en raison des mesures spécifiques prises par le Gouvernement et de l'impact de l'accroissement de la production vivrière avec la mise en œuvre des actions contenues dans le PNIA.

Evolution économique récente

Offre de biens et services (1/2)

La croissance en 2014, a reposé essentiellement sur la vigueur des secteurs secondaire (+6,1%) et tertiaire (+12,4%):

- **Le secteur primaire:** taux de croissance de 4% en 2014 contre 6,9% en 2013, grâce principalement à l'agriculture vivrière (+5,3%);
- **Le secteur secondaire:** Sa croissance est ressortie à 6,1% après 8,8% en 2013. Cette progression provient principalement de la hausse des BTP (20,0%), des autres industries manufacturières (12,8%) et des industries agro-alimentaires (11,5%);

Evolution économique récente

Offre de biens et services (2/2)

- **Le secteur tertiaire:** un taux de croissance de 12,4%, grâce au dynamisme de l'ensemble de ses composantes en liaison avec la vigueur du secteur secondaire à travers les services rendus aux entreprises, la bonne santé des services financiers et assurances, ainsi que des services immobiliers;
- **Les droits et taxes nets de subventions:** une progression de 11%, grâce à une meilleure politique de recouvrement des recettes fiscales.

Evolution économique récente

Demande de biens et services (1/2)

- **La consommation finale:** une hausse de 8,2%, stimulée par la création d'emplois et l'augmentation des revenus dans le secteur privé notamment ceux des producteurs de cacao suite à l'application par le Gouvernement de la réforme du prix garanti aux producteurs.
- **Les investissements:** une progression de 20,3%, soutenue par la réalisation d'infrastructures publiques et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Le taux d'investissement global est ressorti ainsi à 14,8% du PIB contre 13,2% en 2013.

Evolution économique récente

Demande de biens et services (2/2)

- **Les exportations:** une augmentation de 9,2% contre 5,7% en 2013, sous l'impulsion de la demande mondiale des produits primaires et manufacturiers (café, cacao, coton, noix de cajou, huile de palme, produits pétroliers,...);
- **Les importations:** une hausse de 9,1% contre 5,8% en 2013, tirée par les biens intermédiaires du fait du niveau élevé de l'activité économique.

Evolution économique récente

Finances publiques (1/3)

Les finances publiques en 2014 sont caractérisées par la consolidation de l'activité économique et l'optimisation du recouvrement du potentiel fiscal. Par ailleurs, l'évolution favorable de la conjoncture économique nationale combinée à la mobilisation des concours extérieurs ont permis d'accroître les ressources publiques de l'Etat pour faire face aux dépenses d'investissements.

Evolution économique récente

Finances publiques (2/3)

- ▶ **Les recettes totales et dons** se chiffrent à 3 390 milliards (20% du PIB) contre 3 039,5 milliards en 2013 (19,7% du PIB).
 - **Les recettes fiscales** s'affichent à 2 646 milliards contre 2 408,6 milliards en 2013 (+237,4 milliards ; +10%) avec une amélioration de certains impôts notamment l'impôt BIC (+24,8 milliards), l'impôt sur les traitements et salaires (+23,4 milliards), la TVA (+28,2 milliards).
 - **Les recettes non fiscales** se sont établies à 418,6 milliards contre 429,4 milliards en 2013 ;
 - **Les dons** sont ressortis à 325,4 milliards contre 201,5 milliards en 2013 en lien avec la bonne mobilisation des ressources extérieures destinées aux projets.

Evolution économique récente

Finances publiques (3/3)

- **Les dépenses totales et prêts nets** sont estimés à 3 784,9 milliards contre 3 385,6 milliards en 2013, dont :
 - 1 175,7 milliards de dépenses de personnel qui tiennent compte de l'impact financier de la revalorisation salariale des fonctionnaires ;
 - 1 095,4 milliards de dépenses d'investissement dont 5,1 milliards pour la Couverture Maladie Universelle (CMU).
- **Le solde budgétaire global** est déficitaire de 394,9 milliards (-2,3% du PIB) contre une réalisation de -346,2 milliards en 2013 (-2,2% du PIB).
- **Des opérations de financement** estimées à 1 480,7 milliards dont 978,4 milliards sur le marché de l'UEMOA, 357 milliards d'Eurobond et 145,3 milliards d'appuis budgétaires.

Perspectives économiques en 2015

La volonté du Gouvernement d'asseoir les fondements d'une économie émergente et les réformes entamées devraient conduire à une croissance de 10% en 2015.

Cette croissance volontariste et soutenue depuis 2012 devrait s'appuyer sur le plein effet des efforts d'amélioration du climat des affaires et un rythme accéléré d'exécution des investissements.

Perspectives économiques en 2015

Offre de biens et services (1/2)

L'offre globale serait surtout marquée par une progression du secteur secondaire et tertiaire.

- **Le secteur primaire:** taux de croissance 3,4% en 2015 contre 4% en 2014, tiré principalement par l'agriculture vivrière (+5%);
- **Le secteur secondaire:** croissance attendue à 14,5% en 2015 contre 6,1% en 2014. Cette performance est imputable au BTP (22%), aux autres industries manufacturières (11,2%) et aux industries agro-alimentaires (14%);

Perspectives économiques en 2015

Offre de biens et services (2/2)

- **Le secteur tertiaire:** un taux de croissance attendu à 12,9%, en liaison avec l'évolution favorable du secteur secondaire.
- **Les droits et taxes nets de subventions:** une hausse de 7,8%, grâce au dynamisme de l'activité économique et à l'amélioration des recouvrements issus des réformes administratives des régions financières.

Perspectives économiques en 2015

Demande de biens et services (1/2)

- **La consommation finale:** une évolution de 7,7%, en relation avec la hausse des revenus et la création d'emplois aussi bien dans le secteur public que privé, et serait renforcée par le retour de la BAD à son siège d'Abidjan.
- **Les investissements:** une progression de 25,6%, soutenue par les chantiers publics et le renforcement des outils de production dans le secteur industriel.

Perspectives économiques en 2015

Demande de biens et services (2/2)

- **Les exportations:** une augmentation de 9,6% contre 9,2% en 2014.
- **Les importations:** maintien de la dynamique (9,1%) au regard des besoins en biens d'équipements et intermédiaires pour soutenir les importants investissements et la production de biens finaux.

Perspectives économiques en 2015

Finances publiques (1/3)

La situation des finances publiques en 2015 continuerait d'évoluer dans un contexte socio-politique favorable qui serait caractérisé par un dynamisme de l'activité économique avec un taux de croissance attendu à 10% basé sur des investissements orientés vers les moteurs de croissance. A cela s'ajoutent des réaménagements dans l'annexe fiscale et la poursuite des réformes structurelles au niveau des régies financières.

Perspectives économiques en 2015

Finances publiques (2/3)

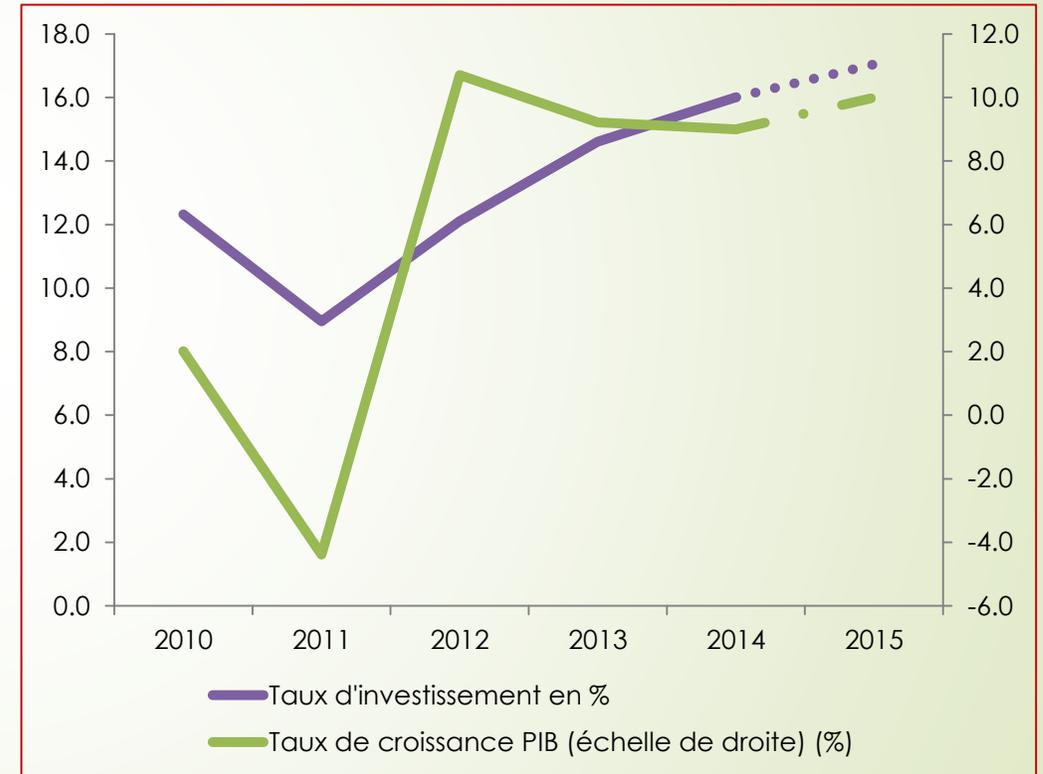
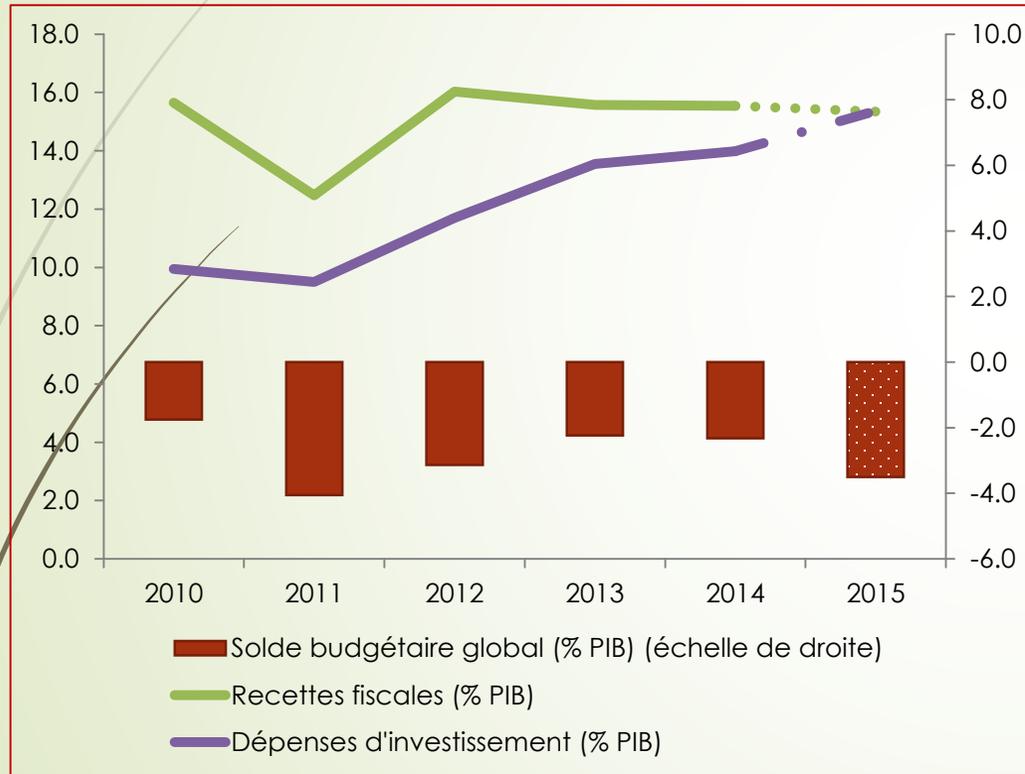
- ▶ **Les recettes totales et dons** se situeraient à 3 851 milliards contre 3 390 milliards en 2014, soit une hausse de 461 milliards.
 - **Les recettes fiscales** s'établiraient à 2 942,4 milliards contre 2 646 milliards un an plus tôt. Cette évolution serait liée à une amélioration de l'impôt BIC hors pétrole, l'impôt sur les traitements et salaires, l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers, les droits d'enregistrement café-cacao et des taxes sur les marchandises générales.
 - **Les recettes non fiscales** se situeraient à 532,3 milliards contre 418,6 milliards en 2014.
 - **Les dons** sont ressortis à 376,2 milliards contre 325,4 milliards en 2014, ils comprennent 147,6 milliards de C2D.

Perspectives économiques en 2015

Finances publiques (3/3)

- **Les dépenses totales et prêts nets** sont attendus à 4 523,1 milliards contre 3 784,9 milliards en 2014. Ils se composent notamment de:
 - 1 347,4 milliards des charges salariales intégrant les mesures de revalorisation salariale ;
 - 1 469,5 milliards de dépenses d'investissements, comprenant 125,4 milliards sur le PPU, 19,8 milliards pour construction du barrage hydro-électrique de Soubré et **10,5 milliards pour la CMU.**
- **Le solde budgétaire global** ressortirait déficitaire de 672,1 milliards (-3,5% du PIB).
- **Des opérations de financement** prévues 1 211,4 milliards dont 591,8 milliards sur le marché de l'UEMOA, 488,2 milliards d'Eurobond et 131,4 milliards d'appuis budgétaires.

Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques de 2010-2015



Conclusion (1)

- L'année 2013, avec un taux de croissance du PIB de 9,2%, a consacré la reprise de l'économie ivoirienne, après le rebond de 2012. Cette performance s'est appuyée sur la mise en œuvre du PND dans un environnement apaisé et la bonne exécution des réformes structurelles notamment la promotion de la bonne gouvernance et l'amélioration du climat des affaires pour accroître les investissements.
- En 2014, la croissance s'est poursuivie avec un taux de croissance de 9% et devrait ressortir à 10% en 2015, en lien avec l'accélération des projets structurants contenus dans le PND 2012-2015.

Conclusion (2)

- En outre, le Gouvernement devrait poursuivre l'amélioration des conditions de vie des populations à travers (i) la répartition des revenus en direction notamment des couches paysannes, dans le cadre de la mise en œuvre des prix garantis dans les filières café-cacao ainsi que coton et anacarde, (ii) la construction d'infrastructures dans les domaines sociaux (Education/santé) et (ii) la mise en œuvre de la CMU.
- De même, le dynamisme de l'activité économique devrait permettre d'accroître le potentiel fiscal en vue de faire face aux engagements de l'Etat.

**MERCI POUR VOTRE AIMABLE
ATTENTION**